

Communistes

www.PCF.fr

**Notre ambition
communiste pour
la Sécurité sociale
(p. 4)**

**Aucun engagement du 1^{er} Ministre :
MOBILISONS-NOUS
LE 2 OCTOBRE !**

(p. 6)



Vidéo

**Fabien Roussel | 80 ans
de la Sécurité sociale :
un combat
d'hier et
d'aujourd'hui**

Cause toujours...

Les négociations collectives en entreprises se passeraient plutôt bien ces derniers temps, globalement parlant. C'est ce que prétendent les données du ministère du Travail, reprises volontiers par la presse de droite, soucieuse sans doute d'adoucir la météo sociale. « Oui mais, précise Baptiste Giraud, prof à Sciences Po Aix-Marseille, ces négociations peuvent se passer de manière apaisée mais cela cache des négociations pauvres en contenu et en résultats. » Il poursuit : « Les militants syndicaux dans les entreprises ont le sentiment d'être beaucoup consultés, certes, mais sans le sentiment de peser sur les négociations. » C'est en somme la méthode que teste Lecornu à Matignon, celle du « Cause toujours, tu m'intéresses ».✪

Gérard Streiff

SOUSCRIPTION (cliquez)

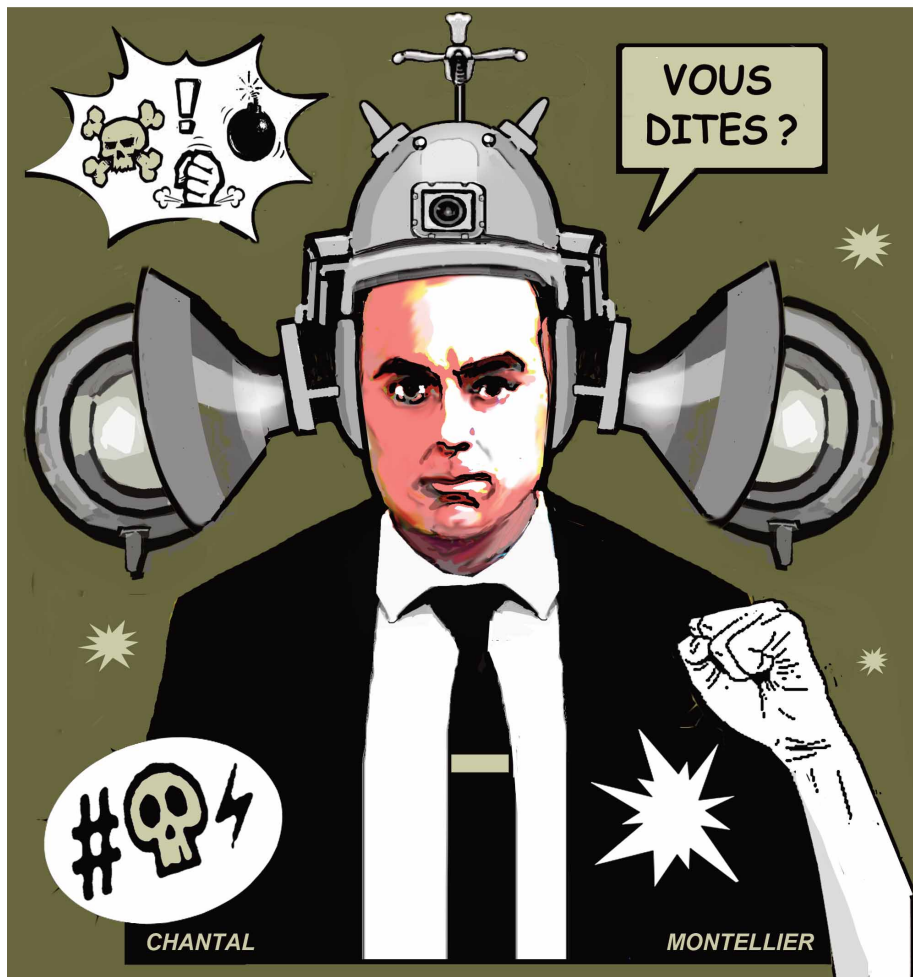
Je verse : €

« Donnez au PCF
les moyens d'intervenir »

Chèque à l'ordre de « ANF PCF : 2 place du Colonel-Fabien 75167 Paris Cedex 19

LECORNU NOUS ECOUTE :

«Il faut être sourd pour ne pas entendre que les Français nous demandent plus de justice...»



LES RENDEZ-VOUS MILITANTS

Pour faire connaître vos initiatives, faites-le savoir par mail à [Léna Mons < Imons@pcf.fr >](mailto:Imons@pcf.fr)

3 octobre, à partir de 18 h : Conférence-débat : la Chine, hier, aujourd'hui et demain, avec Dominique Bari, ancienne correspondante permanente de l'Humanité en Chine. Espace Pré Martinet 17, Beauvais (60)

4 octobre, à partir de 10h30 : La section d'Avion organise dans le cadre des 80 ans de la Sécu : Une fête de la Sécu. 10h30 Jeu de piste familial des solidarités. La Sécu expliquée en s'amusant ! 11h30 Inauguration de la nouvelle façade du siège de la section. 12 h Barbecue fraternel. Siège de la section d'Avion, 24 place Duclos, Avion (62)

4/5 Octobre : Fête de L'Huma Sologne, organisée à Villefranche-sur-Cher (41)

6 octobre, à partir de 18 h : Conférence-débat de Thomas Lemahieu sur le projet Périclès et l'extrême droite, organisée par l'union locale CGT, salle des Fêtes de Taizé-Aizie (16)

7 octobre, à partir de 18h30 : Échange sur les origines de la Sécu et le futur que nous voulons lui donner. Siège de la section d'Avion, 24 place Duclos, Avion (62)

12 octobre, à partir de 10 h : La fédération de Haute-Marne, en lien avec l'Union départementale CGT52, a décidé de rendre hommage à notre camarade et ministre Amboise Croizat et au Conseil national de la Résistance. Cette journée débutera par l'inauguration d'une exposition retraçant l'histoire de cette conquête sociale majeure qui sera suivie, sur place, d'un verre de l'amitié puis d'un repas fraternel à l'Auberge du Viaduc (av. Foch, Chaumont, repas à 25/10 €). Des prises de parole, dont celle de la sénatrice Silvana Silvani, ainsi qu'un récital de Justine Jérémie sont prévus. Salle CE SNCF, Chaumont (52)

29 novembre, à partir de 9 h : Assemblée générale de l'Amicale des Vétérans des Yvelines : débat sur « La Palestine et le Moyen-Orient », avec Leïla Moussavian-Huppe, membre de la commission internationale du PCF. Salle 1901, Trappes (78)



Quand le grand patronat sort du bois !

Depuis quelques semaines, un parfum de fébrilité traverse les sommets de l'économie française. De grands patrons prennent la parole. Les organisations patronales viennent même d'annoncer un grand meeting, leur dernier remonte à 1982 ! Quel en est le déclencheur ? Une proposition de taxe conçue par l'économiste Gabriel Zucman, qui vise à faire contribuer plus justement les ultra-riches. Pour Nicolas Dufourcq, « c'est communiste en réalité », pour Bernard Arnault, il y a là une « volonté de mettre à terre l'économie française ». Cette fébrilité, c'est celle d'une classe capitaliste mondiale qui a peur de la mobilisation qui grandit en France en cette rentrée. Pourtant, cette taxe n'est pas une révolution. Elle viendrait capter seulement 2 % du patrimoine des 0,1 % des plus riches pour un total de 20 milliards d'euros tout au plus. Elle ne renversera pas l'ordre du capital. Mais elle répond à une demande massive de justice sociale et fiscale. Elle traduit ce que ressent la grande majorité : trop, c'est trop. Alors que les salaires stagnent, que les retraites sont menacées, que l'industrie est bradée, que les services publics sont cassés, que l'inflation étouffe les foyers, les dividendes explosent et les grandes fortunes prospèrent.

Et si cette première brèche s'ouvre, le grand patronat craint que d'autres suivront. Alors ceux qui d'ordinaire avancent masqués par le lobbying et les réseaux d'influence se sentent obligés de monter sur scène. Ils organisent leur propre meeting, comme un syndicat de classe — mais de classe dominante — pour défendre leur privilège de ne rien devoir rendre.

Ce moment est rare : les puissants sont contraints de défendre publiquement leur domination. Ils sentent que l'opinion bascule, que la justice fiscale devient une exigence majoritaire. Ils craignent que la taxe Zucman ne soit qu'un premier pas, qu'elle ouvre un débat plus vaste et qu'en s'attaquant à

l'injustice fiscale, on s'approche inévitablement de l'essentiel : le pouvoir du capital sur nos vies.

C'est là que réside l'enjeu. Car si la taxe Zucman est une étincelle, l'incendie qu'elle peut allumer est celui d'un affrontement de classe plus large. Il ne s'agit pas seulement de corriger quelques excès, mais de remettre en cause la logique qui gouverne notre économie : la rente financière qui ponctionne l'investissement productif, les profits démesurés captés par quelques-uns, la privatisation des richesses communes au détriment des services publics.

Les communistes le disent : l'heure est à s'attaquer réellement au capital.

Cela veut dire non seulement élargir la taxation des profits et des patrimoines, mais surtout décider ce qu'on produit et comment pour répondre aux besoins sociaux et écologiques et conditionner l'usage de l'argent à cette réponse. Les centaines de milliards distribués chaque année en aides publiques aux entreprises, 211 milliards d'euros, et le crédit bancaire doivent être arrachés à la logique de rente et dirigés vers l'emploi, la formation, la réindustrialisation sociale et écologique, la reconstruction des services publics. Avec un objectif : sécuriser le travail et la vie, de la jeunesse à la retraite, protéger et développer les biens communs. Cela veut dire reprendre la main sur la finance, sur les choix d'investissement, sur la monnaie elle-même.

Le meeting patronal annoncé n'est pas un simple fait divers. C'est le signe que le rapport de forces change. C'est l'aveu d'une inquiétude. Et c'est l'occasion pour le mouvement social de dire haut et fort : oui, nous voulons la justice fiscale ; oui, nous voulons la redistribution ; mais surtout, nous voulons prendre le pouvoir dans les entreprises et dans la cité pour la transformation profonde de l'économie et de la société, nous voulons orienter l'argent pour être utile au peuple et aux générations futures.



Face à la fébrilité des possédants, il y a la force montante de la classe travailleuse. Et cette force, si elle se reconnaît comme telle, si elle se rassemble autour de l'exigence de nouveaux pouvoirs des salariés pour la dignité, le progrès et la paix, peut imposer bien plus qu'une taxe : elle peut ouvrir la voie à une société libérée de la domination du capital. ✊

Igor Zamichiei

Notre ambition communiste pour la Sécurité sociale

Quatre-vingts ans de création... et de vie pour notre Sécurité sociale ! On peut parler aujourd'hui d'un véritable défi, face à la domination et au pouvoir du capital sur la production de richesses et sur sa répartition.

Défi de prolonger ce principe fondamental : « contribuer selon ses moyens et recevoir selon ses besoins », car il constitue une avancée énorme, considérable, révolutionnaire, au cœur de la lutte des classes. C'est une réponse aux besoins sociaux des populations et au développement des capacités humaines.

Le défi de prolonger le choix par ses fondateurs d'un financement par la cotisation sociale est central. C'est le choix d'un partage des richesses produites en faveur des salarié-es, au détriment des profits, c'est le choix de la solidarité, de la responsabilisation des entreprises, le choix d'une Sécurité sociale gérée par les assurés sociaux. C'est véritablement un choix de société. Et c'est bien là le nœud du problème pour le capital et le grand patronat !

Ce financement de la Sécurité sociale par la cotisation est présenté comme un coût qui pèse sur l'entreprise, un frein à leur efficacité productive, un frein au développement économique du pays.

Ainsi, dès le début de sa création et tout au long de ses 80 ans d'existence, les plans de démantèlement de la Sécurité sociale et les réformes libérales associées ont visé successivement, la gestion démocratique, la modification du financement par un accroissement de la fiscalisation (CSG) et une limitation des dépenses par une mainmise sur leur régulation (PLFSS). Imposer son application et son

contrôle en fonction de la dette publique, du coût du travail, de sa part dans le PIB et donc de la place qu'elle occuperait dans l'économie relève d'une imposture, à l'opposé des bases fondatrices voulues par les initiateurs du projet de Sécurité sociale. La baisse organisée des recettes, conjuguée à la hausse du chômage, est aujourd'hui à la source des déficits de la Sécurité sociale et justifie les politiques de réduction des dépenses.

Les enjeux de la protection sociale font l'objet de débats cruciaux : handicap pour l'économie ou atout majeur ! Pour nous, communistes, il est capital de mettre en œuvre les moyens d'accroître les ressources de la Sécurité sociale à partir de l'emploi. Nous présentons des réformes de progrès qui nous semblent à la fois possibles et indispensables.

- **Développer les cotisations sociales**, contre la fiscalisation et ses effets néfastes notamment la CSG.
- **Appliquer une contribution additionnelle** sur les revenus financiers des entreprises. Ceux-ci ne contribuent pas au financement de la dépense sociale. Si on appliquait les taux de cotisation patronale globale à ces revenus financiers des entreprises, cette contribution additionnelle représenterait 171,8 Mds.

- **Supprimer progressivement les exonérations** de cotisations patronales. En 2024, 80 Mds d'aides publiques ont été donnés aux entreprises pour ces exonérations.

- **Moduler les taux de cotisations sociales** patronales en fonction des politiques d'emploi et de salaire des entreprises.

- **Sécuriser le socle du financement** de la Sécurité



sociale à partir des cotisations sociales en fonction de l'emploi et des salaires avec la Sécurité d'emploi ou de formation.

- **Faire de la dépense de Sécurité sociale un moteur**, au lieu de la considérer comme un frein à la croissance et à l'emploi. L'urgence d'un développement massif des services publics.

- **Rétablir la démocratie sociale** en redonnant la parole et les pouvoirs aux cotisant-es par le retour des élections.

Être fidèles à celles et ceux qui nous ont précédé, c'est oser innover ! Comme eux, en leur temps, il nous faut inventer pour s'émanciper des règles de l'exploitation capitaliste et de toutes les dominations, pour se donner les moyens de répondre aux besoins sociaux dans le cadre d'une nouvelle efficacité économique, tout en portant des exigences immédiates. C'est notre ambition communiste pour une Sécurité sociale du XXI^e siècle. ☘

Maryse Montangon
membre du CEN

Avortement : un droit fragile

Comme chaque année, nous avons manifesté, partout en France le 28 septembre, Journée internationale pour le droit à l'avortement, pour exprimer notre solidarité avec les femmes du monde entier qui n'ont pas accès à ce droit et pour porter nos revendications pour un meilleur accès à ce droit sur l'ensemble du territoire, malgré les atteintes au service public de la santé. Aux USA, en Pologne, en Hongrie, en Italie, le nonaccès à ce droit fondamental tue des jeunes femmes. Des médecins ont peur d'être poursuivies pour complicité d'avortement illégal. Trump veut depuis cet été détruire en France un important stock de contraceptifs basé en Belgique et destiné aux pays du Sud via l'UsAid démantelée.

Si nous avons réussi à conquérir ce droit dans la Constitution, c'est parce que nous le savons fragile. En France, la politique du pouvoir est toujours de réduire le nombre d'hôpitaux et de maternités de proximité. Des centres de santé sexuelle de proximité, sous prétexte d'« effort budgétaire », voient leurs portes se fermer par des collectivités territoriales (Drôme par exemple). Dans le Loiret, le Planning familial subit une baisse de subvention du conseil départemental de 10 %. En même temps, c'est toujours un seul et même labo, Nordic Pharma, qui possède le monopole de fabrication des médicaments nécessaires à la réalisation des IVG médicamenteuses. Ceci le rend très vulnérable à la pression des anti-avortements. Les femmes ne peuvent toujours pas choisir la méthode pour avor-



ter. La double clause de conscience est toujours un frein. La fermeture de la Maternité des Lilas, lieu emblématique autour des droits des femmes, est la preuve qu'en matière de santé publique seule la ligne budgétaire compte.

Nous avons manifesté le 28 septembre 2025 pour la défense et l'application effective du droit fondamental à l'avortement partout dans le monde. Nous savons qu'en France, si l'extrême droite arrivait au pouvoir, les premières mesures prises seraient de restreindre les droits des femmes en général et plus particulièrement le droit à l'avortement, malgré l'inscription de la « liberté garantie » dans la Constitution. Ce seraient des moyens réduits d'exercice professionnel (lieu, matériels, pénurie de médicaments) pour les soignants, un accès restreint à ce droit pour les femmes ayant choisi d'interrompre une grossesse. Ce serait également une vague de

désinformation pour culpabiliser et déstabiliser les femmes dans leur choix, et menacer les professionnelles.

L'accès libre et gratuit à la contraception, sous toutes ses formes et sur tout le territoire, doit être garanti. La France doit s'aligner avec les pays européens les plus progressistes, en vertu de la « clause de l'Européenne la plus favorisée ».

Nous exigeons toujours l'augmentation des budgets consacrés à la santé et l'accès aux soins pour toutes sur tous les territoires avec la réouverture des CICG fermés, des maternités et des hôpitaux de proximité, ainsi qu'une politique publique de production des médicaments, comprenant les produits nécessaires à l'IVG.✳

Shirley Wirden
membre du CEN



[Cliquez pour accéder à la Revue](#)

Aucun engagement du nouveau Premier Ministre

Mobilisons-nous le 2 octobre !

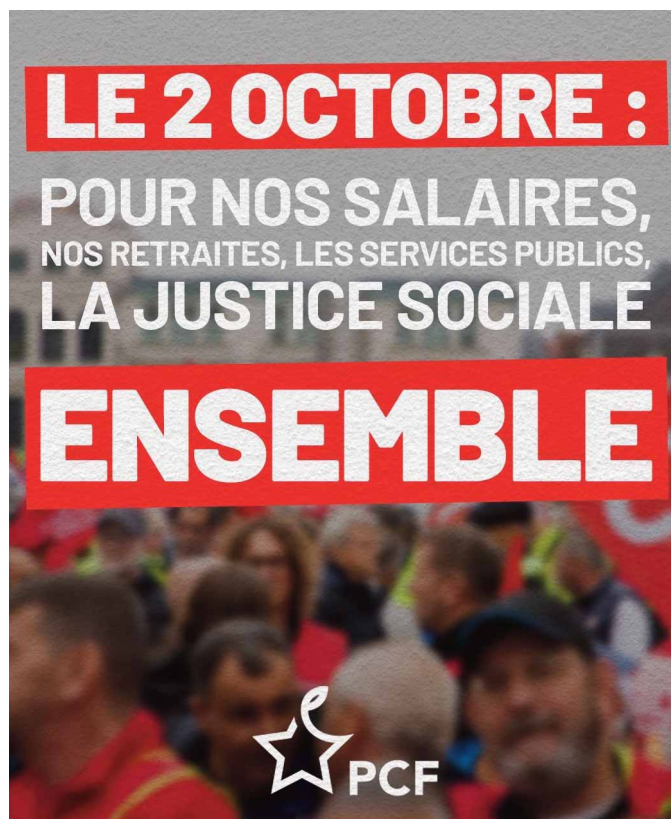
Les organisations syndicales avaient laissé jusqu'à hier au nouveau Premier Ministre pour répondre aux revendications de l'intersyndicale. En deux heures de rendez-vous, il n'a pris aucun engagement pour la justice sociale et fiscale, la conditionnalité sociale et environnementale des 211 milliards d'euros d'aides publiques, l'abandon de la réforme des retraites, la Sécurité sociale, des moyens pour nos services publics, l'investissement dans l'industrie et la transition écologique !

Le PCF soutient donc l'appel de l'intersyndicale et appelle les travailleurs et travailleuses, l'ensemble de nos concitoyens à y répondre en se mobilisant massivement lors d'une nouvelle journée de grèves et de manifestations le jeudi 2 octobre.

Les communistes participeront pleinement à cette journée et poursuivront la mise en débat de notre pacte d'avenir pour la France.

Seule une mobilisation puissante peut conduire le pouvoir à répondre aux exigences sociales et de paix qui s'expriment.

C'est d'autant plus nécessaire que le grand patronat continue de s'opposer à toute mesure de justice fiscale. L'annonce d'un meeting le 13 octobre prochain pour défendre les privilèges du capital appelle, pour les communistes, à mettre en cause sa domination sur toute l'économie qui empêche de répondre aux besoins sociaux et de relever les défis du siècle. Le problème du pays n'est ni la dette,



ni le prétendu «coût du travail». C'est le coût du capital, les dividendes et les intérêts payés aux banques, qu'il faut baisser !✳

Paris, le 25 septembre 2025
Parti communiste français



L'accès aux soins n'est pas un privilège, c'est un droit.

Pourtant, des millions de personnes renoncent à consulter un médecin ou un spécialiste (quand on en trouve) à cause des dépassements d'honoraires.

Nous demandons :

- ✳ La suppression immédiate des dépassements d'honoraires
- ✳ Le 100% Sécurité sociale garantissant le remboursement intégral des soins par la Sécurité sociale, sans reste à charge.
- ✳ Plus de moyens pour l'hôpital public et la médecine de ville afin de garantir l'accès à toutes & tous, partout.
- ✳ Un conventionnement unique pour les médecins leur permettant de vivre dignement de leur travail.

La santé n'est pas une marchandise !

Le 100 % Sécu, c'est LA solution pour un système de santé gratuit, solidaire pour toutes et tous ![...]

Signez la pétition

https://www.pcf.fr/petition_securite_sociale

De l'utilité des élus communistes

Prendre une ville à la droite qui la dirige depuis 12 ans, s'apercevoir que les caisses sont vides et que le préfet a émis un avis d'urgence sur ses finances, voilà ce qui nous a valu quelques sueurs froides lors de notre installation aux manettes de Mauléon (64).

Deux choix s'offraient alors à nous. Suivre les « conseils » de l'autorité de tutelle et renoncer pour plusieurs années aux engagements d'investissements pris pendant la campagne, ou passer outre et prendre coûte que coûte les premières mesures pour lesquelles la population nous avait accordé sa confiance.

Symboliquement, la première note de service que j'ai signé en tant qu'adjoint aux finances instaurait la gratuité de l'inscription à la médiathèque de la ville. De son côté, le maire Louis Labadot s'attaquait aux deux gros chantiers du mandat : création d'un terrain synthétique pour le club de foot et rénovation d'une place de la Haute-Ville de Mauléon, quartier symbolique de l'âge d'or de l'industrie de l'espadrille et qui reste aujourd'hui le quartier populaire de la ville. Est-ce pour cela que les maires successifs depuis près de 20 ans ont toujours promis cette rénovation sans jamais la réaliser ?

Pour ces investissements importants mais auxquels il était pour nous hors de question de renoncer, il a fallu batailler « comme des chiens » pour obtenir les subventions nécessaires puisque l'État nous pressure année après année les dotations. Tout nous poussait à reporter ces travaux, voire à renoncer. Il



a fallu l'opiniâtreté et la volonté politique de l'équipe municipale et de son maire pour les mener à bien. Il nous paraissait impossible de ne pas tenir nos engagements pris pendant la campagne. C'est la raison pour laquelle nous n'avons jamais caché à la population les réalités financières de la commune et avons avancé en l'informant régulièrement.

Parallèlement, nous avons déroulé des mesures comme la création d'un conseil municipal des jeunes, un budget participatif avec appel à projet individuel ou collectif, un festival multiculturel, une mutuelle communale pour tous et la mise en place du droit d'interpellation citoyen individuel ou collectif au conseil municipal.

Mais gérer une ville pour le bien-être du plus grand nombre et en particulier pour les plus démunis - ne

peut résumer l'action d'une équipe conduite par un maire communiste. C'est pourquoi nous avons souhaité pousser plus avant les actions de solidarité internationale.

C'est dans cet esprit que nous avons, par exemple, reçu Pina Selek, militante franco-turque, Leïla Shahid que l'on ne présente plus ou Otto Vaillant Frias, ambassadeur de Cuba en France.

Mais ce dont nous sommes sans doute le plus fiers est le jumelage que nous avons mis en place avec le camp de réfugiés palestiniens de Balata en Cisjordanie. Cette initiative de solidarités concrètes prend aujourd'hui une résonance particulière avec la reconnaissance par la France de l'État de Palestine. Le drapeau palestinien n'a pas fini de flotter au fronton de la mairie de Mauléon ! ✨

Jean-Patrice Bassano, membre du CN
Louis Labadot, maire de Mauléon



Brochure du siège du PCF

10,00 € TTC

Illustrée par de nombreuses et superbes photographies, souvent inédites, ce recueil donne à voir cette « sublime forteresse » dessinée par Oscar Niemeyer.

<https://boutique.pcf.fr/produit/brochure-siege-pcf/>

2 octobre : un rendez vous pour la jeunesse

Après une première mobilisation d'ampleur le 18 septembre à l'initiative de l'intersyndicale qui a réuni dans la rue plus d'un million de personnes, mobilisé des centaines de milliers de grévistes et engagé des blocus sur des dizaines de lycées, un nouvel appel est lancé le 2 octobre pour se mobiliser partout en France.

Les libéraux font le choix de maintenir la France dans une crise économique profonde en se faisant bons ambassadeurs des directives guerrières et austéritaires européennes. La nomination de Sébastien Lecornu après la démission de François Bayrou, montre qu'Emmanuel Macron remet une pièce à la machine pour nous jouer l'air dissonant du déclin. Mais nous en avons assez de cette musique !

En bradant les plus beaux fleurons industriels du pays, d'Alstom à Alcatel, ils privent le pays de ses capacités à produire, à créer de la richesse et de l'emploi. Ils agitent le « mur de la dette » pour théoriser leur propre échec, car ce sont les mêmes qui ont mis le Trésor public au service des grandes entreprises avec des subventions délirantes et injustifiées, et livré les finances de l'État aux marchés financiers internationaux, creusant la dette de manière irresponsable. Les capitalistes et libéraux



ont montré leur incapacité à gérer le pays, c'est avec la voix de la jeunesse que nous montrerons que d'autres choix sont possibles face à l'austérité.

On nous vole nos perspectives d'avenir et on nous maintient dans la précarité, alors : jeunes travailleurs, lycéens, apprentis, étudiants, jeunes précaires, mobilisons-nous sur nos lieux de vie et d'études et rejoignons-nous dans la rue ! Faisons entendre la colère de la jeunesse lassée de ces promesses d'avenir moribond et portons des perspectives de reprise en mains de la produc-

tion par la formation et le travail.

Faisons du 2 octobre un rendez-vous de mobilisation pour la jeunesse et portons l'ambition de remettre la main sur les moyens de production et décider de l'avenir face aux besoins sociaux et aux enjeux écologiques.

Le Mouvement des Jeunes Communistes de France appelle à la mobilisation du 2 octobre, en revendiquant la création d'un million d'emplois pour sortir la jeunesse de la précarité, remettre la main sur la production de la richesse et révolutionner la France !✳

Assan Lakehou

Secrétaire général du MJCF



Soutenons l'Avant-Garde
journal des jeunes communistes

dons à envoyer à Avant-Garde
2 place du Colonel Fabien 75019
chèque à l'ordre de l'association Paul Langevin

PCF SOUSCRIPTION (cliquez)

Cette contribution est essentielle au fonctionnement du PCF et à son intervention dans le débat politique traversé par une large et profonde colère sociale. C'est un enjeu démocratique majeur à l'heure où tout est mis en œuvre pour réduire le débat politique au face à face Macron-Le Pen.

Je verse : € Ma remise d'impôt sera de 66% de ce montant

NOM PRÉNOM

ADRESSE

CODE POSTAL VILLE

Chèque à l'ordre de « ANF PCF »
2 place du Colonel-Fabien 75167 Paris Cedex 19

Le Grand barrage de la renaissance éthiopienne : Fierté nationale, enjeux géopolitiques



Le 9 septembre 2025, l'Éthiopie a inauguré le Grand barrage de la renaissance (GERD), situé sur le Nil Bleu, près de la frontière soudanaise, dans l'État régional du Benishangul-Gumuz. Avec une puissance installée de 5 150 MW, il devient le plus grand barrage hydroélectrique du continent africain. Construit par l'entreprise italienne Salini Impregilo (devenu Webuild en 2020), il a mobilisé des ressources internes après le refus des bailleurs internationaux, notamment de la Banque mondiale, de s'y engager au nom d'un « risque régional ». L'État éthiopien a alors imposé des contributions obligatoires aux fonctionnaires, lancé des bons du Trésor et sollicité la diaspora, faisant de l'ouvrage une entreprise nationale et populaire, symbole de souveraineté.

Cette souveraineté s'est également incarnée dans le choix des matériaux : une usine de concassage de pierres fut construite à proximité du site afin d'alimenter le chantier en agrégats et en béton. En misant sur ses propres ressources naturelles, l'Éthiopie a non seulement réduit sa dépendance aux importations, mais elle a aussi valorisé le savoir-faire et la main-d'œuvre locales. Ce détail technique est crucial : le GERD ne fut pas seulement un projet d'ingénierie, mais aussi un projet d'industrialisation endogène, qui a contribué à renforcer les capacités productives nationales.

Au-delà de sa fonction énergétique, le GERD vise à transformer le potentiel hydrique du Nil Bleu en moteur



de développement : électrification massive du pays, irrigation agricole et exportation d'énergie vers les voisins (Soudan, Djibouti, Kenya). Pour un pays de plus de 120 millions d'habitants, dont une jeunesse urbaine en quête d'emplois et de modernité, il représente un levier stratégique pour convertir la croissance démographique en dividende économique.



2, place du Colonel-Fabien - Paris 19^e
COMITÉ DE RÉDACTION: Igor Zamichiei
(directeur), Amado Lebaube,
Léna Mons, Kristina Nikolaishvili,
Rachel Ramadour.

RÉDACTION: Gérard Streiff / Mèl: communistes@pcf.fr
RELECTURE: Jacqueline Lamothe
MISE EN PAGES ET MISE EN LIGNE: Zouhair@NAKARA.info
(Tél.: 06 07 99 90 81)

Publication du PCF sous Creative Commons BY-NC-SA

De Meles Zenawi à l'après-2012 : continuités et fractures politiques

La genèse du projet s'enracine dans le volontarisme politique de Meles Zenawi, arrivé au pouvoir en 1991 à la tête du Front démocratique révolutionnaire des peuples éthiopiens (FDRPE). Inspiré par le modèle chinois, son gouvernement a commencé dès les années 2000 une stratégie d'étatisme développementaliste, à travers le Growth and Transformation Plan, misant sur les grands chantiers d'infrastructures pour sortir le pays de la pauvreté. Le GERD fut annoncé en 2011, comme la pièce maîtresse de ce projet.

Mais le décès brutal de Meles en août 2012, quelques mois après le lancement du chantier, a bouleversé l'équilibre interne du régime. Sa disparition a été entourée d'opacité et de spéculations, donnant lieu à un processus de « sanctification » qui a figé son héritage politique en référence mythifiée. FDRPE, déjà marqué par des tensions ethniques et un centralisme autoritaire, s'est retrouvé fragilisé, incapable de renouveler ses pratiques politiques malgré la poursuite du projet. Pourtant, le GERD a été l'un des rares symboles à maintenir un consensus national, dépassant les divisions de la guerre civile, notamment contre le Front populaire de libération du Tigré (FPLT) qui était la fraction dominante du FDRPE. C'est finalement sous le mandat d'Abiy Ahmed, Premier ministre depuis 2018, que le barrage a été mené à son terme. Ironie de l'histoire : celui qui reçut le prix Nobel de la paix en 2019 a aussi plongé son pays dans l'une des guerres civiles les plus meurtrières de son histoire récente, notamment contre le FPLT.

Le Nil comme champ de bataille géopolitique

L'inauguration du GERD cristallise un contentieux historique autour du partage des eaux du Nil. L'Égypte, qui

se considère dépositaire de « droits historiques » sur le fleuve, voit dans le barrage une menace existentielle pour son agriculture et son approvisionnement en eau. Le Soudan, quant à lui, a oscillé entre neutralité et alignement sur Le Caire, notamment en raison de tensions frontalières avec Addis-Abeba.

Les négociations, menées sous l'égide de l'Union africaine depuis 2020, n'ont pas permis de dégager un accord contraignant. Les points de blocage portent sur la gestion du remplissage du réservoir en période de sécheresse, le mécanisme de règlement des différends et la question des futurs projets en amont du barrage. L'Éthiopie campe sur la souveraineté de ses « droits naturels » et refuse toute limitation qui compromettrait ses ambitions.

Ainsi, le GERD est devenu bien plus qu'un ouvrage hydraulique : il est un enjeu de puissance régionale, un levier de fierté nationale et un défi direct à l'hégémonie égyptienne. Pour Addis-Abeba, céder sur ce dossier reviendrait à apparaître faible face à l'extérieur, alors même que le pouvoir central lutte pour sa survie interne.

L'inauguration du Grand barrage de la renaissance illustre la dialectique entre développement et souveraineté qui structure les trajectoires politiques africaines contemporaines. Héritage de Meles Zenawi, il symbolise la volonté éthiopienne de s'émanciper de la tutelle financière internationale et de redéfinir les équilibres géopolitiques de la vallée du Nil. Malgré la guerre civile, malgré la crise du FDRPE, il a su fédérer une nation fragmentée autour d'un projet de long terme. ☆

Félix Atchadé

Responsable du Collectif du PCF

Membre du Secrétariat du secteur international

« Nous voulons faire le choix du salaire plutôt que du RSA, des cotisations plutôt que des exonérations, des impôts plutôt que de la TVA, de la justice fiscale plutôt que de la fraude fiscale »



FABIEN ROUSSEL
LE PARTI PRIS
DU TRAVAIL

Fabien Roussel
Secrétaire national du PCF



**À retrouver dès maintenant
en librairie ou sur boutique.pcf.fr**